

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Rome, jeudi 10 avril.

Le pape a quitté le lit aujourd'hui; il a assisté à la messe, reçu différentes personnes et traité diverses questions ecclésiastiques.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Au dire des journaux de Berlin, le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, qui a dû revenir hier de ses propriétés du Lauenbourg, avait l'intention de se rendre demain, samedi, à Varzin.

Un correspondant de Berlin de la *Kölnische Zeitung* mentionne parmi les diplomates dont on cite les noms pour recueillir la succession de feu le comte de Bernstorff au poste d'ambassadeur à Londres, — MM. le comte de Münster, le prince de Hohenlohe et le comte d'Armin. Le correspondant dit à ce sujet, que la nomination du comte de Münster est devenue douteuse, que le prince de Hohenlohe n'a aucun désir d'être investi de ces fonctions et que le nom cité le plus souvent est celui de l'ambassadeur d'Allemagne près la république française.

Nous avons dit déjà qu'une commission libre s'est constituée au sein du Parlement de l'empire pour examiner le projet de loi sur la réforme monétaire, avant la deuxième délibération en séance plénière. Cette commission propose que l'on frappe aussi des pièces d'or de 3 marcs, des pièces d'argent de 2 marcs et des pièces de bronze au lieu de monnaies de cuivre. Elle conseille en outre de rendre uniformes les pièces divisionnaires du marc, qui ne porteraient aucune effigie, ni celle de l'empereur, ni celle des divers souverains allemands. La commission se prononce aussi pour le droit des particuliers de faire convertir leur métal en espèces sonnantes, — moyennant une rétribution de 7 marcs par livre d'or fin, — et pour la limitation des banknotes au minimum de 100 marcs.

Ajoutons encore, d'après la *Magdeburger Zeitung*, que le gouvernement prussien aurait l'intention de mettre en vigueur le système du marc à partir du 1^{er} janvier 1874, — sans attendre l'introduction obligatoire de la loi monétaire dans toute l'étendue de l'Allemagne.

Il paraît que la nouvelle, tour à tour affirmée et démentie, d'une croisade dans la Méditerranée, revient à l'ordre du jour. Du moins la *National-Zeitung* considère le fait comme authentique, puisqu'elle dit que l'escadre chargée de cette croisade sera commandée par le capitaine Werner.

S. M. l'empereur Guillaume a conféré l'ordre de la Couronne au célèbre linguiste Max Müller, professeur à l'université d'Oxford.

Le mariage de S. A. R. le prince Albert de Prusse avec la princesse Marie de Saxe-Altenbourg aura lieu à Berlin le 19 avril. Le prince et la princesse établiront leur résidence au château de Hanovre. (*Kreuz-Zeitung*.)

BRUNSWICK. — On écrit du Brunswick à la *Spenerische Zeitung* au sujet de la loi sur la régence du duché :

« Les négociations entre la délégation permanente et la Diète, d'un côté, et le gouvernement ducal, de l'autre, s'ouvrent par une décision de la Diète du 30 mars 1871, se terminant par la régence loi sur la régence, et offrent en général le spectacle d'une lutte dans laquelle la représentation nationale recule insensiblement, contre son gré, et finit par se laisser mettre au pied du mur, tout en ayant l'air de ne pas s'apercevoir de sa défaite. La Diète s'est efforcée dès le début de ne pas préjuger la question de la succession. Son premier projet investissait l'empereur d'Allemagne du pouvoir régent, jusqu'à ce qu'un successeur parût arriver au trône sans encombre. Le deuxième projet suppose le cas où le successeur légitime serait empêché de prendre immédiatement les rênes du gouvernement. Dans le premier cas, conséquemment, la succession est considérée comme douteuse, tandis que dans le second la personne du successeur est supposée connue. Et que le gouvernement ait poursuivi soigneusement son but : résoudre implicitement la question de succession en même temps que la question de régence, — c'est ce que semble démontrer le fait au moins étrange que, dans la rédaction définitive du projet, l'assentiment de la Diète n'était pas mentionné, — par omission, soit-disant, — et que c'est seulement à la suite d'une réclamation de la Diète que son adhésion se trouve réservée dans le texte de la loi telle qu'elle a été publiée. On ne voit pas trop à quoi aboutiront tous ces petits artifices. En effet, comme la délégation permanente l'avait fait observer déjà dans la première phase des négociations, le pouvoir réuni du gouvernement ducal et de la représentation du pays ne suffit point encore à écarter à lui seul tous les doutes quant à la personne du successeur au trône du duché. »

SAXE. — Le *Dresdener Journal* annonce que le ministère a été unanime à conseiller au roi de sanctionner la loi sur la réforme scolaire ; que, par conséquent, cette loi a reçu la sanction royale et qu'elle sera promulguée prochainement, ainsi que les lois d'organisation qui s'y rattachent.

Autriche-Hongrie.

Comme le télégraphe nous l'a annoncé, S. M. l'empereur François-Joseph a reçu le 3 avril, à deux heures de l'après-midi, les membres de la Délégation du Parlement de Hongrie, dans la salle du trône, au château impérial.

M. le comte de Majlath, président de la Délégation, a adressé au souverain l'allocation suivante :

« Sire ! La Délégation, composée de membres du Parlement hongrois et chargée d'examiner les questions d'un intérêt égal pour les deux moitiés de l'empire, a reçu de Votre Majesté l'ordre de se réunir à Vienne, conformément à l'article XII de la loi de 1867, afin de s'entendre avec la Délégation des autres royaumes et pays de Votre Majesté, pour résoudre ces questions. Nous voilà donc réunis ici, après nous être rendus à l'ordre de Votre Majesté. Veuillez agréer, Sire, nos hommages respectueux ainsi que l'assurance des sentiments de fidélité et de dévouement dont nous sommes animés à l'égard de notre souverain, et de la famille impériale ; veuillez aussi nous permettre, Sire, de nous recommander à votre bienveillance en offrant à Votre Majesté l'assurance de ces sentiments, qui sont le plus beau de tous les tributs. »

À trois heures de l'après-midi, Sa Majesté a reçu les membres de la Délégation du Reichsrath autrichien. M. de Schmerling, président de cette Délégation, a adressé au souverain l'allocation que voici :

« Sire ! La délégation du Reichsrath autrichien paraît devant le trône impérial pour exprimer à Votre Majesté les sentiments de

fidélité inébranlable et de profond respect dont elle est animée à l'égard du souverain. Votre Majesté a convoqué la Délégation, pour qu'elle examine, de concert avec la Délégation du Parlement de Hongrie, les questions que la loi du 21 décembre 1867 désigne comme ayant un égal intérêt pour les deux moitiés de la monarchie. Ces questions ont trait à la représentation de l'Autriche à l'étranger ; elles se rapportent à l'armée, à la flotte et aux finances de l'empire. Ce serait, douter de notre patriotisme que de craindre que nous ne consentirions pas à accorder les sommes vraiment nécessaires dans ces occurrences. Nous sommes convaincus que le gouvernement de Votre Majesté s'est rendu compte des sommes réclamées par les véritables besoins et qu'elle a garanti dans une égale mesure les intérêts du trésor et ceux des contribuables. Par conséquent, nous espérons qu'une parfaite entente s'établira entre le gouvernement de Votre Majesté et la Délégation. Nous ne changerions pas de manière de voir à cet égard lors même que, dans le cours des débats on ne serait pas d'accord sur quelques points, de pareilles explications contribuant, au contraire, à éclaircir les opinions sans porter préjudice au but que l'on poursuit. Sire, c'est sous l'influence bienfaisante d'une paix générale que la Délégation commence ses travaux. L'entrevue qui a eu lieu, il y a quelques mois, entre Votre Majesté et des princes amis et qui, nous osons l'espérer, ne tardera pas à se renouveler, nous garantit que nous continuerons de jouir des bienfaits de la paix. C'est nous l'impression de cette assurance que nous attendons le spectacle grandiose qui va nous être offert par l'exposition universelle ordonnée par Votre Majesté, exposition qui fera assurément honneur à l'Autriche et qui portera de beaux fruits pour l'empire. En commençant ses travaux, la Délégation prie Votre Majesté de bien vouloir lui accorder sa confiance et sa bienveillance. Veuillez, Sire, agréer les hommages respectueux que nous nous permettons de vous présenter. »

S. M. l'empereur a répondu dans les termes suivants à ces deux allocutions :

« Les paroles de dévouement et de fidélité que vous venez de m'adresser me causent une vive satisfaction. Il est un fait que je constate avec le plus profond contentement : c'est que les rapports entre la monarchie et les puissances étrangères n'ont pas cessé d'être excellents. L'entrevue que j'ai eu avec les puissances souveraines des deux grands empires voisins et amis, a été considérée par chacun, et avec raison, comme une précieuse garantie de paix. La visite des souverains amenés au milieu de nous par la lutte que vont se livrer les nations dans le domaine de l'industrie, ne peut que confirmer ces attentes. Je recommande à votre patriotisme et à votre équité les projets qui vont être présentés et qui sont le résultat des études consciencieuses de mon gouvernement. Soyez sûrs que ma confiance et ma bienveillance la plus sincère vous accompagneront dans vos travaux. »

Dans sa séance du 7 avril, la Chambre des Seigneurs du Reichsrath a reçu communication que des invitations ont été adressées, au nom de S. M. l'empereur, aux présidents des deux Chambres du Reichsrath, à l'occasion du mariage de l'archiduchesse Gisèle, et qu'en outre des invitations pour les membres du Reichsrath ont été mises à la disposition de MM. les présidents.

Le prince d'Auersperg a déclaré qu'il fera parvenir ces invitations par écrit aux pairs.

Le même procédé, dit la *Correspondance générale*, sera observé par M. le président de Hofen vis-à-vis des députés.

Le Parlement hongrois a décidé, sur la proposition de ses présidents, l'envoi d'une députation de 30 membres aux solennités qui auront lieu à Vienne à l'occasion du mariage de l'archiduchesse.

On lit dans la *Correspondance générale* du 8 septembre :

« Dans les cercles compétents on s'occupe vivement de la question de savoir si c'est l'empereur ou l'archiduc Rénier, président de la commission de l'exposition universelle, qui prononcera le discours d'inauguration lors de l'ouverture de l'exposition. Une feuille de Pesth fait observer à ce sujet qu'à Londres c'est le prince Alfred, en qualité de président de l'exposition, à Paris, l'empereur Napoléon lui-même, qui a prononcé le discours d'ouverture et que, partant, les deux cas se sont déjà présentés. »

Le *Livre rouge*, présenté le 7 avril aux Délégations, (104 pages) comprend trois parties, qui traitent, la première, de l'affaire du Laurium, (n° 1-43), la deuxième de la mission impériale en Perse, (n° 44-55), la troisième, (n° 56-64), de la correspondance relative à l'exécution du traité de commerce avec la France.

Ce recueil diplomatique n'est pas accompagné cette fois d'une introduction. Ajoutons qu'à l'exception de 14 pièces écrites en allemand, le reste est rédigé en français.

La commission des affaires étrangères de la Délégation hongroise a tenu une séance le 7 avril sous la présidence du comte Szécheny. Le gouvernement était représenté par le ministre des affaires étrangères, comte Andrássy, et le chef de section baron Orczy.

Répondant à une interpellation du docteur Falk, le ministre a déclaré qu'une solution satisfaisante de la régularisation du Danube aux « Portes de fer », sur la base de la conférence de Londres, était imminente.

Relativement à une interpellation du baron Gabriel Pronay, concernant la suppression des légations austro-hongroises auprès des petits États de l'Allemagne, et notamment de celles de Stuttgart et de Dresde, le ministre a répondu qu'en principe il n'avait rien à objecter contre une telle mesure ; mais qu'en considération de ce que le gouvernement impérial allemand lui-même désire le maintien des légations étrangères auprès des États de la Confédération, et de ce que toutes les autres légations sont encore maintenues, il ne juge pas opportun d'aborder la solution de cette question.

La commission a pris acte des déclarations du ministre et a entendu ensuite la lecture du rapport de la commission sur le projet de budget du ministère des affaires étrangères.

Quant à la suppression de la subvention accordée aux réfugiés monténégrins, le ministre a motivé cette mesure en déclarant qu'à l'avenir ces secours ne seraient plus nécessaires.

Passant ensuite au *Livre Rouge*, le rapport fait observer que la forme donnée jusqu'ici à cette publication avait fait naître l'opinion erronée que le but du *Livre Rouge* consistait à offrir un tableau complet de toute l'activité du ministère des affaires étrangères durant l'année précédente. Cela n'ayant été d'aucune façon l'intention du ministère, il serait utile de se borner à l'avenir à la publication de correspondances diplomatiques sur des questions déjà résolues, mais de les traiter d'une manière aussi détaillée que possible. À certaines occasions importantes le ministre pourrait d'ailleurs adresser un rapport aux députés et leur fournir des renseignements sur des questions particulièrement intéressantes.

L'assemblée a passé ensuite à la vérification

du rapport de la commission et a recommandé l'adoption de tous les titres du budget, y compris le crédit supplémentaire, par suite de la cherté des vivres, pour 1873. La commission a rejeté par contre le projet concernant l'augmentation des appointements des employés communs.

La commission de l'armée de la Délégation hongroise s'est également réunie le 7 avril pour discuter les différents titres du budget extraordinaire. Voici quelques-uns des principales décisions :

Relativement au titre 2 : « Armement » et particulièrement à l'art. 1^{er} : « Achat de 100 mille fusils Verndl avec munitions », la commission a proposé la somme de 2,650,000 fl. au lieu des 4,100,000 fl. demandés. La commission est d'avis du ministre commun de la guerre quant à la nécessité de l'acquisition de nouveaux fusils, mais en considération de la situation financière du pays, la commission croit ne devoir voter pour cette année que la moitié du crédit demandé. Le total des réductions s'élève, selon la proposition de la commission, à 2 millions 914,471 fl. pour le budget extraordinaire. Le total des crédits extraordinaires demandés par le ministre de la guerre pour 1874 monte à 8,103,693 fl.

La commission de la marine de la Délégation hongroise a terminé, également le 7, l'examen du budget entier et a proposé de notables réductions aux budgets ordinaire et extraordinaire.

D'après la *Neue freie Presse*, les élections directes pour le Reichsrath auront lieu dans le courant du mois d'octobre. Les Diètes siègeront en septembre.

Le comte Lodron, du parti constitutionnel, a été nommé président de la province de Carinthie.

On annonce de Pesth au *Vaterland* que le nouveau compromis entre la Hongrie et la Croatie sera établi définitivement au mois de mai.

L'assemblée municipale de Bude a décidé le 7 avril d'appuyer la pétition de la ville de Presbourg demandant l'expulsion des jésuites.

M. le docteur Gregor de Prague a été acquitté le 7 avril par le tribunal de première instance. Le procureur impérial a interjeté appel.

C'est ce même jour que MM. Skreischowski et Ruzicka ont été condamnés. Tous deux se sont pourvus en cassation. (*Wanderer*.)

Au dire d'une dépêche de Pesth, M. Stenmayer, évêque de Diakovar, aurait l'intention de se démettre de ses fonctions épiscopales et de se retirer en Suisse.

La *Neue freie Presse* est d'avis que cette nouvelle demande confirmation.

Cracovie, 7 avril. — La ville de Ropczyck, située sur le chemin de fer, vient d'être détruite presque complètement par un incendie. Le comte Arthur Potocki a donné 1000 fl. pour être distribués en premiers secours aux incendiés, qui sont dans une profonde détresse. (*Neue freie Presse*.)

NOUVELLES DE L'EXPOSITION. — Le *Journal de Genève* reçoit de Vienne la correspondance suivante :

« Nous voilà au 1^{er} avril. Trente jours seulement nous séparent du terme fixé pour l'ouverture de l'exposition.

« Il n'a pas manqué de journaux viennois et étrangers qui ont prétendu que rien ne serait prêt pour le fatal 1^{er} mai ; plusieurs ont cru pouvoir prédire que la cérémonie, si impatiemment attendue, serait reculée d'au moins un mois ; d'autres, plus facieux, l'ont remise aux calendes grecques.

« Le baron Schwartz, directeur général de l'entreprise, voyant que ces mauvaises plaisanteries faisaient du chemin et qu'elles commençaient à gagner du crédit, s'est décidé enfin à prier les diplomates autrichiens fixés à l'étranger de bien vouloir publier que les constructions étaient généralement sur le point d'être achevées et qu'infailliblement l'ouverture aurait lieu à la date fixée.

« J'ai voulu, ce matin, me convaincre par moi-même de la vraie situation. J'ai tenu à savoir à quel point il fallait donner raison, de la presse en question ou du directeur. Je suis donc allé visiter les travaux en détail, et l'impression que je rapporte de mon excursion est plutôt en faveur de M. Schwartz.

« Le soleil se met galamment de la partie. Depuis un quinzaine, il brille, et sa bonne chaleur ne contribue pas peu à sécher les pavés et les maçonneries encore fraîches et à faire ouvrir les bourgeois des arbres d'assez forte taille, mais trop clair-semés, je trouve que l'on a plantés au bord des larges allées et dans les vastes gazons de la merveilleuse enceinte.

« Le palais de l'industrie, qui sera, sans contredit, la chose principale, a tout son plancher posé. Les murs sont enduits d'un badigeon gris, c'est fait. La toiture est en état depuis plus d'un mois. Les éveltes colonnes qui soutiennent la corniche intérieure et qui, couvertes d'une grosse étoffe peinte en rose foncé, se suivent tout le long des neuf cents mètres de la galerie centrale, ainsi que toutes l'étendue des nombreuses galeries transversales, ne doivent plus être touchées. Si les ornements supérieurs ne sont pas partout finies, elles sont sur le point d'être ; les échafaudages disparaissent. La plupart des places sont en état de recevoir leur précieux étalage.

« Ainsi les saisons arrivent-ils en énormes quantités, depuis quelques jours. Dans plusieurs compartiments, on remarque de hautes piles. Il vient de m'être assuré, et je suis tout porté à croire que près de cent wagons ont été déchargés dans les dernières vingt-quatre heures.

« Vos lecteurs savent déjà, par une de mes lettres précédentes, quelle est la division, par nations, du palais de l'industrie. Nous allons ensemble, s'ils le veulent, parcourir tout le chemin, de l'ouest jusqu'à l'est, en signalant, au fur et à mesure, ce que nous rencontrerons sur notre passage. Nous ferons un même examen dans les autres parties importantes de l'exposition. De cette façon, chacun pourra juger, à part soi, s'il faut partager l'avis ou des journalistes, dont je parlais tout à l'heure, ou de leur contradicteur officiel, et nous nous ferons, en outre, une idée exacte de l'aspect que présente une exposition universelle, un mois — ou à peu près — avant son ouverture.

« Le compartiment des États-Unis est peut-être le moins avancé. On y clone, on y rabotte, et une forte partie des échafaudages y est encore dressée. Mais les Américains sont gens de décision, ils se feront un point d'honneur de ne pas arriver les derniers. Pas la moindre trace de cela. Seulement le commissaire général est déjà ici, et il ne cache pas ses espérances sur l'exposition de son pays. Les États-Unis occuperont à Vienne trois fois plus d'espace qu'à Paris. Ils se sont fait bâtir un grand pavillon, et leur emplacement paraît devoir être parfaitement garni.

« L'Amérique du Sud ne fait pas mine de vouloir bouger ; son compartiment reste nu comme la main.

« Sait l'Angleterre. La pleine activité ; les

énormes caissons abondent. Rien de pratique comme ces gens-là. Leurs ouvriers n'étaient pas arrivés depuis une heure, qu'ils se mettaient à charpenter de petits bureaux sur place, des tables, des bancs, et que partout, sur le plancher, sur les colonnes, sur les caissons, ils clouaient des annonces. Les vitrines, qu'ils ont en partie débarrassées d'un type très élégant et quelque assez simple. Eux aussi, naturellement, racontent tout et merveille de leur exposition. J'ai pu entendre du reste, un peu partout, que l'honneur national est vivement excité. Tant mieux, ces luttes ne sont pas dangereuses.

« La France a tout l'air de vouloir « faire grand ». Sa première construction est jusqu'ici la plus considérable que j'aie rencontrée : deux vitrines de trente mètres de long sur cinq de large et destinées, en collectivité, aux bronzes. Les arrivages semblent en retard ; les trains se feraient attendre.

« La Suisse devance tout le monde. Son compartiment, comme aménagement, sera gentil au possible et même riche. Vos vitrines sont de la dernière élégance. Vous avez déjà des jaloux. J'ai entendu dire autour de moi que le contentement ferait du tort au contenu. C'est vite parlé. Dans votre cour, est construit un pavillon dont les formes sont très gracieuses. On voit que vous n'épargnez pas l'argent.

« L'Italie est vide. Elle ne bouge pas, mais sera pour demain, dit-on.

« La Belgique va bien ; elle procède par petites tranches.

« L'Allemagne expédie ses vitrines par masses. Elles ont bonne figure, mais elles paraissent lourdes.

« La rotonde sera quelque chose d'imposant, de grandiose. Ses proportions sont énormes ! On y travaille avec beaucoup d'activité. Malgré ce qui pourrait sembler, j'ai entendu affirmer, par quelqu'un qui doit s'y connaître, qu'avant quinze jours on, au plus tard, trois semaines, elle sera prête. On ne revient pas vraiment de l'impression qu'elle cause. On lui a fait le reproche d'être mal éclairée ; cela changera quand les charpentiers seront toutes tombées. On a imprimé aussi que sa coupole penchait, c'est qu'on l'aura regardée d'un mauvais œil.

« Dans l'autre galerie centrale, l'Autriche se presse. Là encore les illusions ne font pas défaut. Je remarque que l'aménagement de cette partie sera très varié ; les préliminaires sont généralement d'un bon goût.

« La Hongrie se fait tirer l'oreille, m'a-t-on dit, mais il faut tenir beaucoup de compte des rivalités. Vous ne vous figurez pas comme on est parfois acerbe pour un voisin.

« La Russie, la Grèce et les pays orientaux, déchargent leurs colis ou leurs vitrines.

« Comme toute, s'il y a pas encore grand-chose de disposé, on sent que sur toute la ligne l'on est animé de la meilleure intention d'entamer vaillamment la besogne. D'ici à quinze jours, ce sera à ne plus se reconnaître.

« Le palais des Beaux-Arts, qui a déjà causé tant de peine et de petits conflits, reste encore à l'état brut. Les murs s'écroulent difficilement. On a été forcé, malgré le soleil, d'allumer de grands réchauds à coke dans presque toutes les pièces. Il faudra qu'on veuille bien de ne pas se hâter trop de pendre les tableaux. Cependant, à part l'humidité à vaincre, il ne reste plus, quand on y regarde de près, que des travaux accessoires de badigeonnage et de menuiserie à compléter.

« La galerie des machines a fait des pas de géant. Son plancher a été placé comme par enchantement. La direction a informé les intéressés que leurs expéditions pouvaient commencer.

« L'emplacement des pavillons devient une vraie ville. Que de marchandises il faudra pour remplir tout cela ! Les couvertures sont presque toutes terminées.

« La meilleure preuve que le directeur général est plein de confiance, c'est qu'aujourd'hui on travaillait le dimanche comme les autres jours. Hier, il n'y avait pas cinq cents ouvriers d'occupés. Si l'on perd ainsi bénévolement un jour, c'est donc que l'on croit avoir du temps.

« Chaque fois que je vais au Prater, j'en reviens avec une impression fortifiée que l'exposition de Vienne sera quelque chose de merveilleux ! »

France.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

2^e séance du 7 avril.

Présidence de M. Buffet.

M. ROUVIER. Je demande la parole pour un fait personnel.

Il s'agit d'une protestation contre des faits contenus dans un des documents officiels. (Interpellation à droite.) Permettez. Quand l'honneur de vos collègues est en jeu, ils doivent pouvoir faire entendre une protestation indignée. (Bruits à droite. — La discussion de ce document n'est pas à l'ordre du jour.)

Dans le rapport de M. Sagny se trouve un document de M. Nicolas, ancien commandant de la garde nationale. Dans ce document se trouve cette phrase : « Tous les hommes qui ont administré les Bouches-du-Rhône végétèrent avant le 4 septembre dans une position de fortune plus que médiocre. Aujourd'hui, n'en est pas un qui n'ait une fortune scandaleuse. »

Comment ! la commission recueille une déposition comme celle-là ; elle la consigne dans un document important, sans prendre soin de rechercher si une allégation aussi grave est réelle. MM. Gent, Esquiros et moi, nous sommes désignés. Vous ne prenez pas le soin de faire une enquête, vous ne nous interrogez pas. Vous livrez de pures paroles à la publicité et vous ne voulez pas que nous protestions contre une telle infamie.

M. DE SAGNY. La commission n'a pas fait sienne une pareille déposition. Elle n'a fait que la consigner comme simple déposition. (Protestations à gauche. — M. de Lorgeril se lève. MM. Rouvier et Laurent Pichat s'avancent et lui disent : *Faites-vous cette accusation votre ?* — Rumeurs prolongées.)

M. GENT. C'est M. de Sagny qui reste responsable de cette accusation. Et en effet, la déposition de M. Nicolas n'a pas été connue de la commission. Elle a été publiée sans son consentement. Nous, désignés par lui, nous n'avons pas été appelés à démontrer l'infamie d'une pareille accusation. Vous n'avez pas fait la moindre enquête. M. de Sagny est le seul responsable. (Agitation sur les bancs de la droite. — Approbation à gauche.)

M. LE PRÉSIDENT. L'incident est terminé. Les protestations ; aucune discussion ne peut s'engager en ce moment ; les droits de chacun se trouvent réservés. (Très bien ! très bien !)

M. EDMOND ADAM. À six semaines !

M. LE PRÉSIDENT. C'est précisément parce que l'honneur de plusieurs de nos collègues était engagé, malgré l'ordre du jour, je leur ai donné la parole pour protester. (Très bien ! très bien !)

M. EDMOND ADAM traverse la salle et va adresser quelques mots à M. de Sagny. (Bruits.)

M. LE PRÉSIDENT. L'incident est terminé. Je rappellerai à l'ordre tous ceux qui voudraient y donner suite. (Bruit.)

À la suite de cet incident, MM. Edmond Adam et Laurent Pichat, députés de

la Seine, ont adressé à M. Alphonse Gent, député de Vaulx, ancien préfet des Bouches-du-Rhône, la lettre et le document suivants :

Cher ami,

Sur votre demande, nous avons prié M. de Sagny de nous mettre en rapport avec deux de ses amis pour régler avec eux les conditions d'une rencontre.

M. de Sagny a désigné MM. E. Chapet et Raimonville.

Après une première entrevue avec ces deux messieurs, dans laquelle ont été échangées toutes les idées et les explications que comportait l'incident, tant au point de vue parlementaire qu'au point de vue personnel, nous avons renouvelé en votre nom la demande d'une réparation par les armes.

Ces messieurs se sont retirés momentanément en nous disant qu'ils se rendaient auprès de la commission du 4 septembre occupée de l'incident.

Dans une seconde entrevue, ces messieurs nous ont apporté la déclaration suivante :

« Considérant que la commission d'enquête sur le 4 septembre avait autorisé M. Nicolas, ancien colonel de la garde nationale de Marseille, qui avait demandé à comparaître devant elle, et qu'elle n'avait pu entendre oralement, à lui adresser sa déposition écrite, et qu'elle lui avait annoncé que sa déposition serait imprimée ;

« Qu'elle a donné mission à son rapporteur de publier cette communication avec tous les autres documents concernant la ville de Marseille ;

« Que, dès lors, le rapporteur de la commission d'enquête, non seulement ne doit, à raison de la publication qu'il a dû faire, aucune espèce de réparation à M. Gent, mais qu'il est de son devoir impérieux de la lui refuser ;

« Les témoins soussignés ne sauraient autoriser par leur concours une rencontre qui serait le précédent le plus déplorable, car il paraît avoir pour conséquence d'enlever aux députés la liberté de remplir leurs obligations parlementaires.

Versailles, 7 avril 1873.

EUGÈNE CHAPET, RAIMONVILLE, députés de l'Isère, député de la Somme.

Après avoir pris connaissance des termes de cette réponse, nous avons déclaré que nous considérons cette note, ayant pour objet d'abriter derrière la commission la responsabilité personnelle de M. de Sagny, comme un refus de sa part de vous accorder la réparation que vous aviez le droit d'exiger de lui.

Versailles, le 7 avril 1873.

« Vos témoins :

EDMOND ADAM, LAURENT PICHAT, députés de la Seine, député de la Seine. »

Nous croyons devoir emprunter à la *Correspondance universelle* la lettre suivante de Versailles, le 6 avril, contenant quelques réflexions sensées sur la situation :

Je vais tâcher, en profitant du répit que nous accorde la journée du dimanche, de vous exposer, en quelques mots, des paroles et des choses qui sont à ma connaissance, la vraie signification actuelle et la portée probable future de l'événement imprévu qui vient d'être lié par la nomination à la présidence de l'Assemblée de l'honorable M. Buffet. J'y suis amené et par les conséquences qu'on semble redouter de cet événement et par la sensation profonde qu'il a produite à Paris, en province, sur le corps diplomatique, dans les régions du pouvoir et dans celles à l'étranger.

Par elle-même, et en principe, l'élection de M. Buffet à la place de M. Grévy, démissionnaire, n'a rien que de très naturel, de très légal, de très parlementaire. Par la faute de l'extrême gauche, la droite s'est trouvée en majorité et elle a élu un président de son choix. En fait, donc, cette élection n'a que l'importance du nombre des voix qui s'est trouvé composer la majorité, et cette majorité de 19 voix, 304 contre 285, est insignifiante. Elle est encore plus insignifiante par ce fait que cette majorité est due uniquement à l'absence de certains députés qui avaient déjà pris la clef des champs, et au calcul, que je vous ai signalé, de certains membres de l'extrême gauche qui voulaient voter tout d'abord, pour le principe, en faveur de M. Grévy, sauf à reporter leurs voix au second tour de scrutin sur M. Martel, et qui ont vu leur calcul déjoué, le second tour de scrutin n'ayant pas eu lieu. Enfin, elle est insignifiante encore par cet autre fait que, à la rentrée de l'Assemblée le 19 mai, le bureau de la Chambre doit être renouvelé et qu'en réalité l'élection de M. Buffet n'a virtuellement qu'une durée effective de deux ou trois jours.

Pourtant, cette élection a tout d'abord pris les proportions d'un événement. M. Grévy représentait la trêve des partis, conclue à Bordeaux. Sa non-réélection par la droite signifiait de sa part la cessation de cette trêve. Par sa conduite passée et présente contre la république et contre M. Thiers, la droite paraît, ce triomphe, mettre à la tête de l'Assemblée le représentant de sa politique de combat. La première tâche de l'Assemblée, celle de la libération du territoire, pour laquelle elle a été réellement élue, est achevée ; reste la seconde : celle de la constitution d'un gouvernement, qu'elle s'est plutôt arrogée qu'elle ne lui a été explicitement confiée par le pays et, pour cette seconde tâche, elle est en désaccord avec le gouvernement, avec toute une partie de la Chambre et, on peut le dire, avec la grande majorité du pays, qui ne veut que le calme et la paix, et aussi avec la pratique des choses, vu l'absence de toute collaboration monarchique possible et le désaccord dans ses propres rangs sur le point d'exécution. Enfin, avec le président représentant la trêve des partis, les liens mis aux mains, aux pieds et à la bouche de la commission des Trente pouvaient être, dans la pratique, rendus encore supportables, mais, avec un président représentant la politique de combat, ces liens font de M. Thiers non pas l'ainé, le délégué de la Chambre, mais l'esclave de la droite. Il en résulte que si M. Buffet est réélu président de la Chambre, la politique de combat, la seconde et dernière partie de l'existence de l'Assemblée sera une phase de luttes, de troubles, d'agitations pouvant avoir pour conséquence, soit la guerre civile, après la libération du territoire, soit, en tout cas, une violente réaction dans le pays aboutissant à des élections générales essentiellement radicales.

Voilà ce que chacun a prévu dans l'élection de M. Buffet et voilà ce qui, dès l'abord, a inquiété tout le monde.

Les prévisions de tout le monde pourraient bien, cette fois encore, n'être pas ratifiées par les événements. En France, c'est toujours ce qu'on ne prévoit pas qui arrive. En politique d'ailleurs, comme dans toutes les affaires où la raison prend la place du cœur, la première impression n'est pas toujours la bonne.

Mettant de côté l'éventualité, assez probable, oh ! à la rentrée de la Chambre, la majorité se déplace et où les 19 voix qui ont permis à l'élection de M. Buffet d'avoir lieu ne se trouvent plus absentes, probabilité qui est accrue par la perspective des élections complémentaires qui vont avoir lieu pendant les vacances et qui, en grande partie, ne seront certainement pas monarchiques et, en admettant la possibilité

lité de cette réélection, faut-il dès à présent voir dans M. Buffet un représentant de la politique de combat de la droite et un instrument docile des manœuvres monarchiques de celle-ci ? C'est ce que nous démontrera une courte notice sur M. Buffet.

M. Buffet, entré dans la vie politique comme député des Vosges à l'Assemblée Constituante de 1848, où il fit preuve, comme depuis, d'une certaine aptitude dans les questions financières et comme défenseur des libertés constitutionnelles, fut ministre de la république sous la présidence de Louis Napoléon. Il se retira après le coup d'Etat et revint comme député en 1863, combattit par l'empire, pour défendre les libertés constitutionnelles, contre le gouvernement d'alors sur les mêmes bases que M. Thiers, dont il fut alors dans cette défense des « libertés nécessaires » l'ami politique et l'associé. Dans le ministère libéral parlementaire du 2 janvier, il accepta le portefeuille des finances, qu'il quitta au moment où le gouvernement impérial décida de se réserver le droit de soumettre au suffrage universel la question des modifications à introduire dans le Statut. On se rappelle avec quelle déférence, dans les questions budgétaires d'alors, M. Thiers se prononçait pour son ami « qui siégeait au banc des ministres » — « dans les lumières duquel il avait si grande confiance en matière financière » et « dont il était heureux de partager sur maints points les opinions. » Par leurs opinions réelles, par leurs tendances et leurs aptitudes, MM. Buffet et Thiers ont, en effet, plutôt des amis politiques, des collègues

tion, le solde de l'indemnité devra être versé, par sommes de 250 millions, en quatre termes, c'est-à-dire le :

1^{er} juin, soit l'intérêt de trois mois, 3,125,000 fr.

1^{er} juillet, soit quatre mois d'intérêt, 4,166,666

1^{er} août, soit cinq mois d'intérêt, 5,218,332

1^{er} septembre, soit six mois d'intérêt, 6,250,000

Total d'intérêts à payer 18,759,998 fr.

Au lieu de 77,500,000

Ainsi que nous l'avons démontré plus haut, le résultat de cette modification de l'ancien traité est un bon de 58,540,000 fr.

Et en ajoutant à cette somme celle économisée sur les intérêts du huitième demi-milliard, soit 11,875,000

On trouve, sur la totalité des intérêts qu'il eût fallu payer, une économie de 70,615,000 fr.

Les avantages financiers résultant de la convention nouvelle ne se bornent pas à ce chiffre de 70,615,000 fr. ; il reste encore à tenir compte des économies acquises au trésor sur l'entretien des troupes d'occupation. A cet égard, nous fondons sur les données que nous avons fournies l'exposé des motifs du 1^{er} juillet 1872, nous pensons être dans la vérité en fixant à 30,000 hommes le chiffre de troupes par vertu de la convention de 1872 la France avait à entretenir pendant 730 jours au taux moyen de 2 fr. par homme et par jour, et comportant une dépense de 43,800,000 fr.

D'après le nouvel arrangement, nous n'aurons à fournir l'entretien des troupes que pour trois mois, et par conséquent à payer le huitième de la somme susmentionnée, c'est-à-dire 5,475,000 fr.

auxquels il convient d'ajouter les frais d'entretien de 6,000 hommes pendant quarante-cinq jours (garnison de Verdun), soit 540,000 »

Total 6,015,000 fr.

En retranchant cette somme de celle de 43,800,000 » nous trouvons, d'après l'entente des troupes, un bon de 37,785,000 fr.

En additionnant ce chiffre avec celui des bénéfices réalisés sur le service des intérêts, qui était de 70,615,000 »

NOUS TROUVONS COMME RESULTAT DU TRAITE D'EVACUATION UN BENEFICE DE 108,400,000 fr.

POUR LE TRÉSOR PUBLIC, fait qui confirme une fois de plus le mot si connu du baron Louis, « qu'avec une bonne politique on a toujours des bonnes finances ».

Nota. On pourrait tenir compte d'une perte pour le Trésor occasionnée : 1^{re} par l'élévation de l'intérêt des bons du Trésor ; 2^{re} par un emprunt éventuel à faire à la Banque de France ; 3^{re} par une perte éventuelle sur ce qui reste encore à acheter en fait de changes sur l'étranger, quoique le ministre des finances ait si habilement opéré que nous ne prévoyons guère de perte à ce sujet et que nous n'en faisons mention que pour mémoire.

Mais nous ne nous arrêtons pas à ces chiffres, car ils se compensent tout naturellement avec le produit très-considérable des intérêts cumulés dont nous n'avons point tenu compte.

Nous croyons savoir, dit le *Moniteur Universel*, que M. Thiers persiste toujours dans l'idée de faire de Saint-Cloud le siège définitif de la législature française. Il a fait dresser un devis sommaire de la construction des édifices nécessaires pour recevoir les deux Chambres avec les services accessoires. Ce devis estime la dépense, pour le palais parlementaire et ses dépendances, à une douzaine de millions.

Tous les détails de ce projet ne sont pas encore arrêtés, mais l'idée principale paraît fortement ancrée dans l'esprit du président de la république.

Il est tombé de la neige le 7 avril à Paris. Rarément, dit *Paris Journal*, on a vu des flocons aussi volumineux.

La grêle est tombée à deux reprises, dans la même journée.

NECROLOGIE. — On annonce la mort, le 1^{er} avril, à Montone, de la comtesse Isabella Conti, fille de la duchesse de Berry et de Lucchesi-Palli ; elle était sœur utérine du comte de Chambord et de la duchesse de Parme ; elle avait épousé à Montone en premières noces le marquis Massimiliano Cavriani, et en deuxième noces, le comte Conti.

On annonce la mort de M. Auguste Jal, ancien chef des archives du ministère de la marine, et archiviste de la ville de Paris avant le 4 septembre.

Parmi ses ouvrages les plus connus, il suffit de rappeler son *Dictionnaire théâtral*, son *Archéologie navale*, ses *Soirées du gaillard d'arrière*, son *Glossaire nautique*, couronné par l'Institut, et enfin son *Dictionnaire antique de biographie et d'histoire*, dont l'utilité fut contestée lorsqu'il parut et qui est aujourd'hui devenu sans prix, parce qu'il contient au moins en substance un nombre infini de documents qui ont péri au mois de mai 1871 avec les bâtiments de l'avenue Victoria.

M. Jal était âgé de soixante-dix-huit ans.

Sous ce titre : « Lettres à la princesse », M. J. Troubat va publier sous peu de jours, chez Michel Lévy, le recueil de la correspondance que Sainte-Beuve entretenait pendant quelque temps avec M^{me} la princesse Mathilde.

Dans la préface écrite en tête du volume, M. J. Troubat explique que les lettres recueillies dans ce volume ont été rendues au légataire universel de M. Sainte-Beuve, en échange de celles qui furent un moment l'objet, en 1869, de contestations à peu près oubliées aujourd'hui. Cet échange était dans la pensée de M. Sainte-Beuve lui-même ; car, prévoyant le cas où les lettres qui lui avaient été écrites seraient réclamées après sa mort, il avait recommandé à ses exécuteurs testamentaires de les rendre, — à la condition toutefois de se faire rendre les siennes en retour.

Nous empruntons à ce recueil les deux lettres que voici, rendant compte d'un incident fort amusant, — sinon pour ceux qui y ont joué des rôles, du moins pour le public, et qui contiennent en même temps son petit enseignement à l'adresse des personnes assez nombreuses de nos jours qui croient devoir leurs « mémoires » à la postérité, sans pouvoir se refuser le plaisir de se faire lire de leur vivant :

LETTRE CXXVIII. 16 juin 1868.

Princesse,

Il m'arrive la chose la plus bouffonne. La princesse J., que si bien vous connaissez et que j'ai tant aimée, est morte de gros compliments, m'en fait un cas jour-cot-jour ; je réponds poliment ; la dame n'y tient pas et m'envoie trois de ses *chahiers manuscrits* intimes où elle raconte sa vie, ses journées, ses conversations, et ne fait grâce de rien. Or, en feuilletant ce précieux cahier, qui me vient pour recueillir

un écho de plus à l'adresse de son auteur, et en le parcourant je tombe sur une page où je suis traité (oui, moi-même) de la manière la plus grossière, la plus calomnieuse : je joins ici copie du passage, afin que vous puissiez juger, princesse, jusqu'où vont la badaderie et l'épigramme de la personne qui communique de pareilles confidences sans se souvenir de ce qu'elle y a mis. Le hasard est souvent fort spirituel.

On est heureux d'avoir un aperçu de ces aménités qui s'inscrivent, comme évangile, le lendemain du jour où l'on ne sera plus, afin d'en montrer par avance l'absurdité. — Il est vrai qu'on en débitera bien d'autres. C'est de qu'on appelle la réputation. — Je renvoie le cahier à la princesse J., en le bifant à cet effet et y mettant à la marge deux ou trois notes péremptoires. — Ce ne sont pas les oiseaux de Saint-Gratien qui gazouillent de telles choses dans leur charmant ramage.

J'ai vu M. Lebrun, Phillips et M. Girard, avec qui nous avons parlé d'Eden.

Vous qui aimez les lectures sérieuses, vous pourriez, princesse, essayer des *Mémoires* (1) de Malouet ; il y a des passages intéressants, et en sautant par-ci par-là, on se fait une idée juste de la société du temps et des débuts de la révolution. L'auteur était un honnête homme.

Veillez agréer, princesse, l'hommage de mon tendre et inviolable attachement.

(C'est le passage du *Cahier manuscrit*, tome IX, intitulé : NOTES ET SOUVENIRS DE LA PRINCESSE J., — lequel cahier a été communiqué par elle à M. Sainte-Beuve pour s'en régaler. Elle avait oublié la dragée qu'elle y avait mise.)

« (1867. Avril, 24). M^{me} de B., née de C., et mère de M^{me} de S., reçoit tous les jours, de quatre à six heures. Elle a toute sorte de nouvelles qu'elle débite sans nommer les personnes de qui elle les tient. Voilà ce qu'elle m'a raconté sur Sainte-Beuve : « Il mène, mal, gré son âge, une vie crapuleuse ; il vit avec trois femmes à la fois, qui sont à demeure chez lui. » Sainte-Beuve m'a laissé des cartes, m'a écrit, mais il n'est jamais entré dans mon salon. Il est admiré comme écrivain, estimé comme critique ; quand il a parlé d'un livre, son jugement est accepté ; mais comme considération personnelle, il n'en a pas. Il a fait des pieds et des mains pour entrer au Sénat, duquel pourtant il se moquait. — Il a écrit du mal de personnes qui lui avaient fait beaucoup de bien. — Il passe pour très-gourmand ; et, comme je l'ai dit plus haut, sa vie privée est très-immorale. — M. Sainte-Beuve n'a vu qu'un Dieu, le plaisir ; il n'a aucune conviction religieuse, et, un jour, en parlant de l'homme du peuple et de lui-même, il disait : « L'homme sans éducation est une fleur des champs, tandis que je suis une fleur de serre. » »

J'ai répondu : « Princesse, Ce 16 juin 1868.

« J'ai l'honneur de vous renvoyer les cahiers manuscrits que vous m'avez fait l'honneur de me communiquer. Le hasard est quelquefois malin et spirituel. Il l'a été cette fois, en me renvoyant ces cahiers, en me donnant l'occasion de lire, et par vos soins mêmes, princesse, certains notes me concernant et qui n'est pas due tout entière à M^{me} de B. Je serais tenté de vous en remercier. Cette circonstance me permet, en effet, de vous faire observer, princesse, que si je ne suis jamais entré dans votre salon, ce n'est pas faute assumée d'y avoir été convié par vous. Ce n'est donc point à moi seul de considérer, comme vous dites, que j'ai pu devoir à moi-même point d'admission, mais à une discrétion de ma part et à un éloignement instinctif dont j'ai été le témoin aujourd'hui.

« Quant aux autres inculpations graves dont vous m'avez pas craint de salir votre plume, il en est qui se réfutent d'elles-mêmes. Comment se pourrait-il que j'eusse tout fait des pieds et des mains pour entrer au Sénat, quand j'ai jamais fait d'article sur l'histoire de César, n'imitant point en cela M. de M^{me} et M. de M^{me} ?

« Quant aux convictions religieuses, vous-même, princesse, m'avez plus d'une fois mis sur ce sujet, quand j'ai eu l'honneur de vous rencontrer. Et je puis dire qu'à la cruauté avec laquelle vous vous exprimez, il n'est tenu qu'à moi de vous juger beaucoup plus irréligieuse que je ne demanderais jamais une femme de la famille.

« Ma vie privée a un avantage ; si elle a ses faiblesses, elle est naturelle et au grand jour. Or, l'histoire des trois femmes à domicile est une légende vraiment herculéenne, et dont je n'ai pas à me vanter. De tout temps, c'est été faux et archifaux, comme le savent tous les amis qui m'ont visité, même en mes beaux jours.

« Ce qui me choque peut-être le plus dans ce passage si indigne de votre plume, c'est le mot que vous me prêtez. Quel ! j'aurais dit qu'un homme sans éducation est une fleur des champs, tandis que, moi, je suis une fleur de serre ! Non, non, croyez-le bien, princesse, je n'ai jamais pu dire ni penser qu'un homme fût une fleur. Je réserve ces images pour un sexe d'élite.

« Veuillez agréer, princesse, l'hommage définitif d'un respect qui n'aura plus lieu de s'exprimer.

« SAINTE-BEUVE »

LETTRE CXXIX. 18 juin 1868.

Princesse,

La dame est dans tous ses états : elle a reçu avant-hier soir le paquet, accompagné d'une lettre courte, mais définitive. Elle m'a envoyé hier M. L., que j'ai achevé d'édifier par une lecture complète du morceau. D'explication elle n'en donne pas, sinon qu'elle avait oublié avoir écrit cette belle page, et ce même oubli, elle l'invoque aujourd'hui pour le tout. Sans attendre même le retour de M. L., elle m'a écrit une lettre où elle m'assure de son estime. Grand merci ! Je ne répondrais pas : j'ai dit seulement à M. L., que, de mon côté, je n'y pensais plus et que je ne tiendrais rien ; mais je ne lui ai pas laissé ignorer que je vous avais informée, princesse. En effet, sans parler des saletés qui ne se réfutent pas, il y a sur le Sénat et ce que j'aurais fait pour y arriver des choses qu'on serait tenté un jour de croire (si elles n'étaient rabâchées), car elles auraient tout l'air de venir de la personne la plus à même d'être informée à ce sujet.

Grande-Bretagne.

Londres, 7 avril. — *Chambre des Communes*. — M. Stapleton demande au premier ministre si en considération des dommages lourds que l'Angleterre est obligée de payer aux Etats-Unis pour la part prise par des individus aux affaires relatives à la guerre civile d'Amérique, le gouvernement ne prendra pas des mesures pour empêcher des sujets britanniques de recueillir des souscriptions pour fonder la guerre civile en Espagne.

M. Gladstone répond que l'Espagne ayant présenté des réclamations au sujet des souscriptions en faveur des carlistes, les juristes de la couronne ont constaté que les souscriptions étant demandées à titre de dons elles ne constituent pas un acte illégal.

(1) M. Sainte-Beuve leur a consacré trois articles dans le tome XI des *Nouveaux Lendres*.

(2) Je n'ai jamais pu dire une telle bêtise : un homme n'est pas une fleur.

Lord Enfield, répondant à M. Macfie, dit que l'Amérique propose, non officiellement, de convoquer une conférence à Vienne au sujet des brevets d'invention.

Cette proposition n'ayant pas été acceptée, l'Angleterre ne peut faire actuellement aucune déclaration au sujet de cette affaire.

— Nous trouvons dans le *Figaro* quelques nouveaux détails sur le naufrage de l'*Atlantic*. « Le *Telegraph* publie un article remarquable sur ce terrible désastre, que nous avons annoncé à nos lecteurs dans les télégrammes et dans lequel près de 750 personnes ont péri. — Le manque de capacité du capitaine Williams est généralement condamné partout. — La presse anglaise et américaine est d'accord pour blâmer la conduite des officiers et surtout celle de l'équipage.

« Halifax, 4 avril. — Les détails qui suivent nous ont été donnés par M. Foxley, ingénieur en chef de l'*Atlantic*, et par plusieurs des passagers. La cause de la mort de toutes les femmes et des enfants qui se trouvaient à bord doit être attribuée à ce que quelques passagers, fous de terreur, ayant ouvert les écoutilles malgré la défense des officiers, l'eau qui balayait le pont pénétra dans l'intérieur des cabines, et s'engouffra par les escaliers de descente, noya les malheureux couchés dans leurs cabines.

« Halifax, 5 avril. — Le capitaine de l'*Atlantic* explique le naufrage par une faute commise dans les calculs de la vitesse contrariée par la violence des courants. Il déclare qu'il n'est pas à bord qu'à 27 tonnes de charbon. Il nie les mutilations faites par l'équipage sur les morts, car on avait annoncé que les matelots s'étaient rués sur les cadavres des femmes, et leur avaient arraché les boucles d'oreilles et les bagues en leur coupant les doigts.

« Les vols commis ont été, dit-il, exagérés, mais néanmoins il accuse l'équipage de la plus grande insubordination.

« New-York, 6 avril. — Le quartier-maître Thomas déclare qu'à deux heures du matin, quelques minutes avant la catastrophe, il prévint le second lieutenant (M. Metcalf) de ne pas s'approcher si près de la terre, car le navire devait avoir atteint la distance à laquelle on aperçoit les feux de Sambre. M. Metcalf, dit-il, l'*envoya promener* assez durement.

« Thomas était à la barre lorsque la vigie cria : « Glace à l'avant ! » et mit la barre à babord.

« On renversa la vapeur et on fit marche en arrière. Le navire toucha immédiatement. — Aussitôt que le navire toucha, on chercha à mettre les canots à l'eau. Une baléinière remplie de passagers était prête à être mise à flot, lorsqu'on s'aperçut que les tampons en bois qui bouchent les trous du fond étaient absents, et que l'embarcation, faisant eau, sombrerait immédiatement. La désordre était tel qu'on ne put les trouver ni les remplacer.

« On dit que l'équipage était tout ce qu'il y a de plus mal composé, et qu'on eût toutes les peines du monde à maintenir les hommes et à les empêcher de commettre des actes de mutinerie. Pendant la traversée, le 27 mars, les matelots avaient cherché à briser la porte de la cave. Lorsque les pêcheurs arrivèrent sur le lieu du sinistre, les matelots renversèrent des passagers à coups de poing et remplirent les embarcations.

« On répète que tous les morts ont été pillés.

« Voici le récit des tristes aventures des survivants du navire anglais *Elwell*, arrivés le 25 février à Montevideo, après avoir passé dix semaines en mer dans une chaloupe.

L'*Elwell* avait 15 hommes d'équipage. Ayant doublé le cap Horn, le navire prit feu, par suite de combustion spontanée du charbon, et pendant cinq jours on fit de vains efforts pour éteindre les flammes.

Deux marins moururent de fatigue. Le 6 et le 7 décembre, il fallut abandonner le navire, qui sombrerait. On était à des centaines de lieues de terre et en plein Océan. On prit des provisions pour dix jours et on descendit dans la chaloupe ; le gouvernail s'étant brisé, on dut, par la pluie, la grêle et la neige, se diriger vers le détroit de Magellan.

Les souffrances des naufragés furent inépuisables et ils succombèrent l'un après l'autre. Les survivants les enlevèrent dans les profondeurs de l'Océan. Impossible de décrire les aventures et les privations de ces malheureux, mouillés pendant des semaines entières et forcés de vivre de moules qu'ils prenaient sur les rochers des îles.

Parfois ils voulurent chercher de l'eau et eurent à lutter contre des cannibales.

Lorsque tous les compagnons du capitaine Wren, sauf deux, furent morts, il continua sa route entre les îles pour atteindre le canal fréquenté par les steamers.

Le steamer *Tropic* les rencontra, ayant passé 71 jours dans la chaloupe, et les prit à son bord.

Le *Buenos-Ayres Standard* assure que 20 navires chargés de charbon de Cardiff ont péri de cette façon dans ces dernières années.

Pays-Bas.

Nous parlons plus haut de la guerre entreprise par le gouvernement des Pays-Bas contre le sultan d'Achem. Voici en même temps des renseignements reçus sur ce sujet par l'*Indépendance belge* :

« La Haye 4 avril. — Le télégramme annonçant que le gouverneur général des Indes a déclaré la guerre au sultan d'Achem a produit ici une vive sensation. Comme la Chambre devait s'ajourner aujourd'hui, M. Nierstrasz a saisi l'occasion d'interpeller le ministre des colonies. Il a demandé si le gouvernement avait reçu des nouvelles des Indes propres à jeter quelque lumière sur les raisons qui ont motivé une guerre qui ne saurait être d'aucun avantage pour le pays, mais qui, au contraire, coûtera beaucoup de sang et d'argent. Il a surtout déploré la triste situation de la marine coloniale, qui ne peut disposer que de trois navires, nombre plus insuffisant pour un blocus.

« Le ministre des colonies a regretté de ne pouvoir donner une réponse complète à la question posée. Les nouvelles des Indes qu'il a reçues avant-hier ne lui ont rien appris de plus que ce qu'il a dit dans la séance du 27 février. Par un télégramme, il a été informé du départ du vice-président du conseil des Indes pour Achem ; hier, un autre télégramme est venu annoncer que le sultan d'Achem continuait ses armements, et qu'il refusait des explications, que par conséquent le gouverneur général lui avait déclaré la guerre, le 26 mars dernier.

« Cette réponse n'a pas satisfait M. Nierstrasz. Il est revenu à la charge pour obtenir communication des instructions envoyées aux Indes par les ministres de Waal et van Bosse. Le pays doit être convaincu que le gouvernement a fait tout ce qui était compatible avec la dignité nationale pour éviter une guerre qui ne saurait lui être d'aucun avantage.

« Le ministre a refusé toute communication en se référant à l'article de la loi fondamentale qui l'y autorise lorsqu'il juge son silence nécessaire à la sûreté de l'Etat et des colonies. Toutefois, il a rassuré la Chambre sur la situation.

Le gouverneur général dispose de 17 bataillons de campagne et d'une marine suffisante. Au surplus, a ajouté le ministre, le secours que le sultan d'Achem pouvait autrefois recevoir de puissances étrangères, lui fera maintenant défaut. Le gouvernement a reçu à cet égard les assurances les plus formelles. L'état-major général de l'armée coloniale connaît à fond la situation d'Achem. Le ministre a fini par déclarer que le gouvernement ne possède pas de données positives sur la marche des événements, mais il a promis de communiquer sans retard toutes les nouvelles qui lui parviendront, et qui seront susceptibles de publicité.

5 avril. « La Malle des Indes du 1^{er} mars n'a pas apporté les nouvelles que nous comptions recevoir. Seulement le *Sundra Courier* rapporte que le sultan d'Achem aurait fait savoir au gouverneur général qu'il ne demandait pas mieux que de vivre en paix avec le gouvernement néerlandais, mais qu'il ne pouvait ni ne voulait admettre l'immixtion d'une puissance étrangère dans les affaires de son pays et que, en conséquence, il priait instamment le gouverneur général de lui épargner la visite d'un commissaire spécial.

« D'après des informations reçues par le ministre des colonies, l'expédition militaire dirigée contre Achem se composera de quatre bataillons d'infanterie, d'une demi-batterie de canons rayés et d'une demi-batterie d'obus. Une compagnie de sapeurs, un détachement de cavalerie et un millier de coolies feront partie de l'expédition. Elle sera commandée par le général-major Köhler. Le capitaine de marine Koopman commandera l'escadre de blocus. Il aura, en dehors des bâtiments de l'Etat, cinq grands pyroscaphes et des navires de transport sous ses ordres.

« La perspective de cette lutte plus ou moins prolongée n'est pas la seule mauvaise nouvelle que nous ayons reçue de nos colonies d'Orient. Une cruelle famine sévit dans plusieurs districts de Java, par suite de l'insuccès de la récolte du riz. Le gouvernement et la charité privée font tout ce qui est possible pour secourir les malheureux populations. On ramasse des cadavres sur la voie publique. Un picol de riz (62 kilogrammes) qui, en temps ordinaire, coûte de 2 à 3 florins, se paie aujourd'hui 12, 14 et même 15 florins.

Suisse.

Berne, 9 avril. — Les curés jurassiens ont envoyé une nouvelle protestation au gouvernement contre les mesures prises à leur égard. L'agitation religieuse a aussi gagné le canton des Grisons. Une assemblée populaire qui a eu lieu le 8 à Coire a résolu de constituer une « Société nationale des Grisons », comme section de la Société nationale suisse, laquelle s'est donné pour but de réagir contre la propagande ultramontaine. Le meeting a voté en outre des adresses d'adhésion au Conseil fédéral, aux Etats diocésains de l'évêché de Bâle et au gouvernement de Genève.

Espagne.

Le *Tiempo* publie la lettre suivante, que la reine Isabelle aurait écrite à son mari :

« Paris, 16 mars 1873.

« C'est avec la plus grande satisfaction que j'ai reçu l'intéressante brochure que tu as publiée sous le titre de : *La Restauration et la Révolution*. Cette lecture a été fort agréable à mon âme, et les sentiments nobles et patriotiques qui t'ont engagé à l'écrire, ont été une douce consolation pour mon cœur, moins affligé par mes malheurs que par ceux de notre chère patrie et par ceux de tous ses fils. Que le Seigneur daigne y apporter le remède que je lui demande ; qu'il fasse enfin que tous les éléments de l'ordre et de la prospérité, et qu'il inspire de ses mêmes sentiments, ils puissent contribuer un jour à la prospérité et à l'agrandissement de notre belle Espagne.

« En attendant, je te remercie de tout mon cœur de l'adhésion loyale que tu manifestes si résolument en faveur de la cause de mon cher fils ; reçois mes remerciements les plus sincères et le témoignage de ma plus grande affection et de ma reconnaissance.

« ISABELLE DE BOURBON. »

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

La *Kreuz-Zeitung* annonce, sous la date du 9 avril, que S. M. l'empereur Guillaume est complètement rétabli de la légère indisposition par suite de laquelle la première parade de printemps des troupes de la garde avait dû être décommandée.

Le ministre de Turquie près le comte d'Allemagne, Aristarchi-Bey, a quitté Berlin le 8 avril, en vertu d'un congé, pour se rendre à Constantinople. L'interim de la légation est confié à Carathéodory-Effendi, premier secrétaire de la légation. (Reichsanzeiger.)

PRUSSE. — La *Provinzial-Korrespondenz* du 9 avril publie toute une série d'articles sur les questions politico-religieuses à l'ordre du jour, et en première ligne une grande étude intitulée : « Les protestants évangéliques de Prusse et les lois ecclésiastiques » — sur laquelle nous reviendrons d'une manière plus détaillée, — puis des communications sur des travaux des Chambres. La feuille semi-officielle pense que les délibérations sur les lois ecclésiastiques s'ouvriront à la Chambre des Seigneurs une huitaine de jours après Pâques, et elle exprime l'espoir que cette assemblée se hâtera de résoudre ces importantes questions, afin de mettre le gouvernement en mesure de sauvegarder avec énergie les intérêts et les droits de l'Etat comme des citoyens contre tous empiétements quelconques.

La *Provinzial-Korrespondenz*, parlant ensuite de la sanction royale donnée à la loi sur la modification des art. 15 et 18 de la Constitution, fait ressortir que cette sanction a eu lieu le lendemain même du vote de la loi par la Chambre des Seigneurs, ce qui prouve, ajoute-t-elle, « quelle importance Sa Majesté, d'accord avec tout le ministère, attache à ce nouveau progrès de la législation. »

Enfin, la même feuille relève encore le fait que S. A. I. le prince héritier a exprimé à plusieurs reprises la ferme conviction qu'il a de l'absolue nécessité de la nouvelle législation.

PAYS-BAS.

On écrit de Batavia au *Nieuwe Rotterdamse Courant* :

« On dirige une expédition importante contre Achem. Elle se composera de 4,000 hommes d'infanterie, artillerie et cavalerie, de 250 officiers et de 1,000 barriques. Le général Köhler, récemment nommé à ce grade, est chargé du commandement général. Le commandant du génie, M. Egter van Wissemkerke, est nommé chef de l'état-major. Le vice-président du conseil des Indes néerlandaises, M. Nieuwenhuysen, accompagne l'expédition à titre de commissaire du gouvernement. Cette expédition partira vers le 20 mars.

« On raconte, au sujet des causes de la guerre, que le gouvernement des Indes néerlandaises avait envoyé une députation au sultan d'Achem pour lui faire des représentations

sur son attitude pendant la dernière insurrection de Deli ; le sultan aurait répondu qu'il a beaucoup de respect pour le gouvernement néerlandais, mais qu'il aimerait cependant que ce dernier ne s'immiscât pas dans ses affaires. Le correspondant ajoute que le sultan est encore jeune et qu'il est inspiré exclusivement par son premier ministre, qui paraît être un homme rusé.

D'un autre côté, on lit dans le *Staats-Courant*, journal officiel, que l'expédition contre le sultan d'Achem se composera de quatre bataillons d'infanterie (dont un de barissans de Madura), d'une demi-batterie montée de pièces de 4 et d'une demi-batterie de pièces de montagne avec 8 mortiers, d'une compagnie de sapeurs et probablement d'un détachement de cavalerie. En outre, un millier de travailleurs ou coolies libres accompagneraient l'expédition. Le général-major Köhler commandera les forces de terre ; M. Koopman, capitaine de vaisseau, les forces de mer. Cinq grands bateaux à vapeur et plusieurs navires de commerce sont affectés au transport des troupes.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Vienne, mercredi 28 mars (9 avril), au soir.

S. A. I. M^{re} le grand-duc Vladimir Alexandrovitch est arrivé hier au soir à Vienne. Son Altesse Impériale n'est pas encore complètement rétablie de sa récente indisposition.

Autre dépêche.

Shanghai, mercredi 28 mars (9 avril).

S. A. I. M^{re} le grand-duc Alexis Alexandrovitch a quitté notre ville aujourd'hui pour se rendre au Japon.

Autre dépêche.

Rome, vendredi 11 avril.

On assure que le pape nommera prochainement plusieurs cardinaux, et dans le nombre MM. Mermillod, Lachat, Ledochowsky, Manning et Ketteler.

Autre dépêche.

Constantinople, vendredi 11 avril.

Une rixe sanglante a eu lieu entre des Persans et la police, à cause de la contrebande du tabac. Les Persans s'étaient barricadés, mais, cernés par la police, ils se sont rendus. Soixante-dix Persans ont été arrêtés.

BOURSE DE BERLIN DU 11 AVRIL.

Cours du change.

Il n'y a pas eu de Bourse aujourd'hui à Berlin à cause du Vendredi-Saint.

DÉPÊCHES DE L'INTÉRIER.

BOURSE DE RIGA DU 30 MARS.

5^e série 92 1/2, 91 1/2 ach.

1^{er} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 154 1/4 r. vend., 153 1/2 r. ach.

2^e emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 152 1/2 r. vend., 151 1/2 r. ach.

Actions du ch. de fer Riga-Dunabourg 135 r. vend., 134 r. ach.

Actions du chemin de fer Danabourg-Vitebsk 133 1/2 r. vend., 132 3/4 r. ach.

Actions du chem. de fer Rybinsk-Bologoe 62 vend., 61 ach.

Actions du chem. de fer Baltique 79 1/2 r. vend., 78 1/2 r. ach.

Actions de la Banque de commerce de Riga 161 1/2 r. vend., 160 1/2 r. ach.

BOURSE D'ODESSA DU 30 MARS.

Cours du change sur Londres, à trois mois 74 1/2, 74 3/4 coté.

Cours du change sur Marseille à trois mois, 344 cote.

5^e série 94 1/2 acheteurs, 95 1/2 vendeurs.

1^{er} emprunt intérieur à primes 154 r. ach., 155 1/2 vend.

2^e emprunt intérieur à primes 151 1/2 r. ach., 153 r. vend.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG

du 30 mars (11 avril).

Le change s'est toujours une marche rétrograde. Ainsi le taux le plus bas de la dernière cote officielle (32 7/16 sur Londres, présente aujourd'hui le cours le plus élevé, et il faut ajouter qu'on n'a pu obtenir à ce cours que du papier de troisième rang, car les traites de nos bonnes maisons d'exportation se sont placées facilement à 32 13/32. La plupart des banques se sont abstenues de tirer, mais les ventes en spéculation de papier à livraison, faites à un taux relativement avantageux, ont fourni à quelques-uns d'entre eux le moyen de

POUR ce qui concerne la conservation sé-
rieuse des dents, contre la carie, la
réparation entière et permanente des dents
craquées, de travers ou chancelantes, et la gué-
rison complète sans extraction, consulter le
dentiste H. James Miller, Malak-Morskala,
n° 16. 996

Nous distribuons à nos abonnés, avec le
présent numéro, un *Supplément d'annonces ju-
diciaires*.

Bulletin météorologique.
DEL'OBSEVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL
DE ST-PETERSBOURG
Vendredi 30 mars (11 avril).

Liens.	Baromètre à 0 millim.	État de la val. norm.	Température Celsius.	Ecart de la val. norm.	Humidité re- lative.	Quantité de pluie.	Direction et force du vent.
Pétersb. 9 h. s. hier	753.5	-5.5	-1.6	-1.6	52	3	N 3
7 h. m. auj.	754.5	-4.4	-5.4	-4.0	73	0	N 0
1 h. ap.-m.	749.0	-10.1	-2.7	-5.9	92	10	SE 8

Depuis hier 1 h. après-midi — 1.7 millimètres de neige.

Nertchinsk	706	+2	-4	5	73	7	0
Paris.	764	+3	+3	-4	6	N 7	
Prague.	760	+8	-1	-6	10	N 1	
Cracovie.	749	+3	+2	-10	10	N 1	
Rome.	750	+12	-2	-8	10	SE 1	
Constant.	763	+6	13	3	0	0	

Arkhangel.	742	-13	-16	-13	90	2	0
Ufa.	747	-11	-5	-4	10	E 1	
Nicolaï.	749	-9	-6	-4	10	N 2	
Kaïpou.	742	-9	-6	-4	10	SE 3	
Tambov.	741	-9	-6	-4	10	O 4	
Helsingi.	751	-7	-1	-3	10	O 2	
Pétersb.	754	-4	-1	-3	10	SE 3	
Dorpat.	751	-3	0	-1	10	SE 3	
Windau.	756	-1	0	-6	10	O 3	
Varsovie.	753	+4	-2	-2	10	O 3	
Kiev.	747	+3	-2	-2	10	SE 3	
Odessa.	761	+6	+5	0	10	N 1	
Nicolaï.	763	+4	+4	0	10	SE 3	
Sevastopol.	763	+6	+5	0	10	E 1	
Kharkov.	746	+3	+1	-1	10	SE 3	
Moscou.	758	+7	+3	-1	10	N 4	
Kazan.	759	+15	-1	-3	10	SE 4	
Catherinb.	725	-10	-4	-3	10	SE 3	
Orenbourg.	745	-9	-1	-1	10	SE 7	
Riga.	755	-2	+5	+1	10	SE 3	
Stavropol.	712	-2	+5	+1	10	SE 3	
Novoross.	765	+4	+5	+1	10	SE 3	
Soukhoum.	765	+5	+1	-1	10	SE 3	
Ufa.	741	-9	-6	-4	10	N 1	
Bakou.	764	+12	+5	+1	10	SE 3	
Goudaour.	553	+2	+8	+1	10	SE 3	
Vladikav.	704	+4	+5	+1	10	SE 3	
Barmaoul.	764	+14	-2	-1	10	SE 3	
Irbit.	746	-4	-1	-1	10	SE 3	
Kertch.	764	+8	+8	+1	10	O 0	

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.
Le centre de la dépression qui se trouvait hier sur la mer Blanche s'est transporté au Nord de Kazan, sur les provinces orientales le temps est devenu plus doux et orageux; sur beaucoup de points il neige. Sur les provinces occidentales de l'Empire les vents ont tourné de nouveau vers le Sud-Ouest, probablement sous l'influence d'un minimum barométrique, qui se forme en Finlande; à Pétersbourg le baromètre baisse rapidement depuis ce matin, et les vents y deviennent plus forts. Sur la Sibirie occidentale règne depuis hier un grand froid.

ON DESIRE ACHETER
une paire de chevaux avec les harnais, un coupé et une calèche. Petite Morskala, maison n° 18, au Grand Hôtel. S'adresser au suisse. 1001

Hôtel à vendre.
Un hôtel de premier rang et situé au centre de la ville se vend dans des conditions très favorables. — S'adresser Grande rue des Ecuries, n° 29, log. 15, sous les initiales E. B. 973

LE DEPOT GENERAL
DE MON
EAU ANATHERINE POUR LES DENTS
se trouve au magasin de MM. Stoll & Schmidt, à St-Petersbourg, au coin du Kirpichnol péréonok, maison Kononov. 1
Prix du flacon 1 r. 20 c.
J. G. Popp, à Vienne.
méd. dentiste de la cour imp.-royale

BANQUE DE COMMERCE DE ROSTOV SUR LE DON.

Le conseil d'administration a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les actionnaires que l'assemblée générale fixée au 22 mars de cette année n'ayant pas été constituée, le nombre des actionnaires présents s'étant trouvé au-dessous de celui exigé par le § 55 des statuts de la Banque, ils sont convoqués en deuxième assemblée générale ordinaire pour le samedi 28 avril de l'année courante, à 1 h. de relevée, au siège de la Banque, maison Mouchine.

Cette deuxième assemblée, conformément au dit paragraphe des statuts, est considérée comme définitive, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions qu'ils possèdent, et elle aura à délibérer sur les mêmes questions qui devaient être soumises à l'assemblée du 22 mars année courante. 999

„LLOYD RUSSE“
Compagnie d'assurances maritimes, fluviales et de transports par terre.

Autorisée par S. M. l'Empereur, le 12 juin 1870.

Capital de fondation: **UN MILLION** de roubles
capital versé: **500 mille roubles**

qui, d'accord avec le § 22 des statuts de la Compagnie, se trouvent constamment déposés, en fonds garantis par le gouvernement, à la Banque de l'Etat.

Le „LLOYD RUSSE“ fait:

Les assurances maritimes aux conditions des polices de Hambourg, de Londres («English Lloyd's conditions») de Paris, du Havre, d'Anvers, etc., etc.;

Les assurances fluviales dans tout l'Empire;

Les assurances par chemins de fer aux mêmes conditions que les Compagnies allemandes (l'assurance contre le vol y comprise), et par voitures et traîneaux;

Le „LLOYD RUSSE“ fait également les assurances sur corps (Casco-Versicherungen) de bateaux à vapeur, voiliers, etc.

La Compagnie a un bureau à la Bourse (dans la salle destinée autrefois aux capitaines de navires), et tous les jours, de 4 à 5 heures, des employés de la Compagnie s'y trouvent pour recevoir les assurances. 1012

Le siège de la Compagnie est à St-Petersbourg, Galernaia, 11.

ON DESIRE
avoir la surveillance d'une maison en offrant une garantie. S'adresser Vassili-Ostrov, 14^e ligne, maison n° 23, logement n° 3. 991

UNE DAME ANGLAISE
de bonne famille, nouvellement arrivée, ayant été institutrice dans les meilleures familles d'Angleterre, désire se placer dans une maison distinguée. Elle est excellente musicienne et très bonne chanteuse et connaît très bien le français, l'allemand et l'italien. Elle consent aussi à donner des leçons particulières. S'adresser Librairie Mellier, au pont de Police, aux initiales C. C. 925

INSTRUMENTS en gomme élastique, cathéters, bougies, tubes d'écoulement, etc., de la meilleure qualité. D. Manson & Co, manufacturiers, 64, Belmont Street Chalk Farm Road London N. W. 878

ОТДАЮТСЯ
три меблированных дачи с садом и притам, по Павловско-Паркскому шоссе, дом № 7 и 8. Угнать в садоводств Репнева, в Паркском Серт 1009

A LOUER
2 maisons de campagne meublées à la Tchernia Retchka, non loin de la chaussée Lanskoi, près de l'hôtel Dorotie, n° 19 et 15, l'une de 8 chambres, cuisine, glacière, écurie et remise, l'autre de 6 chambres, cuisine, glacière et remise. 990

AVIS
La direction de la Compagnie «Nadejda» a l'honneur de porter à la connaissance du public que l'assemblée générale des actionnaires, qui a eu lieu le 28 mars, a décidé de distribuer pour l'année 1872 un dividende de 10 roubles par action et que le paiement en sera fait tous les jours — les dimanches et fêtes exceptés — de 11 heures du matin à 3 heures de l'après-midi. 1006

A L'ABEILLE DU NORD
MAISON DE PARFUMERIE
ST-PETERSBOURG
21 — Grande Morskala — 21.
GRAND CHOIX DE CADEAUX POUR LES FÊTES DE PAQUES.
Bronzes, nécessaires, ivoire, jais, peignes et fleurs écaillé haute nouveauté.
L'épôt des maisons: Atkinson, Bayley, Lubin, Guérlain, Violet, Pinaud. 1024

CAFÉ-RESTAURANT
DE
WOLFF frères
pont de Police, maison Kotomine, au rez-de-chaussée.
Tous les jours diners de 3 à 7 heures à 75 cop., de 4 plats et café au lait.
AU BEL ETAGE.
Diners de 1 r. à 1 r. 50 cop.
NOUVEAUX CABINETS DE FAMILLE
Déjeuners, diners et soupers à toute heure et à la carte.
ON SE CHARGE DE COMMANDES A DOMICILE. 1010

EAUX MINÉRALES DU CAUCASE.
SAISON DE 1873.
Ouverture: A Piatigorsk (eaux sulfureuses) le 1^{er} mai; à Essentoukach (eaux alcalines) au commencement de mai; à Jelesnovodsk (eaux ferrugineuses) à la mi-mai; à Kisslovodsk (eaux carboniques) au commencement du mois de juin.

KOUYSS. — LAIT DE CHÈVRE. — GYMNASIQUE.

A Piatigorsk — consultation médicale publique; pour chaque groupe un médecin spécial.

Bibliothèque, nouveaux journaux, télégrammes sur les événements les plus importants; tous les jours arrivée et expédition des correspondances. 1000

BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 30 MARS 1873.

HANGE, FONDS PUBLICS. CHEMINS DE FER.

COURS DU CHANGE EN ARGENT.
Londres... 3 mois, 32 7/16, 11/32 p.
Amsterdam... 3 mois, 163 cents.
Hambourg... 3 mois, 274, 273 3/4 mt. 1/2
Paris... 3 mois, 344 1/2 c.
Bruxelles... 3 mois, 344 1/2 cent.
Berlin... 15 jours, th. pour 100 r.
» 3 mois

VALEURS NON LIBÉRÉES.

Chemins de fer (actions).

Libau... 34 1/2
Brest-Graïvo (70)... —
Moscou-Brest... —

Valeurs indust.

Banque internat. de St-Petersbourg 1^{er} ém. 215
» 2^{em} ém. 137

Oblig. 6 0/0 du Mont de Piété (125) —
Société d'entrepôts sur Goldat (100) —

Lloyd russe (250) —
Banq. Russe pour le comm. étrang. (100) —
Soc. russe Métall. et de Constr. mécaniq. —

Banque de commerce d'Azov-Don (175) —
Banque de commerce de Riga (150) —
Banque de comm. de Rostov-sur-Don (175) —
Banque d'Esc. de St-Petersbourg (75) 2^{em} ém. —
Act. de la Banque fonc. de l'Azov-Don (125) —
Act. de la Banque fonc. de Poltava (150) —
Société russe de Constr. (50) —

Comp. du Nord des assur. et d'entr. des march. avec em. de warrants (125) —
Act. de la Banque fonc. Yarosl.-Kost. (62 1/2) —
Act. de la Banque fonc. de la Banque fonc. de Samara (62 1/2) —
Banq. de comm. Volga-Kama 1^{er} ém. (250) —
B^{re} de comm. de Libau, de la Banque fonc. de Sibirie (100) —

FONDS PUBLICS.

6 0/0... 94 1/2
5 1/2 1^{re} série 1820... 94 1/2
5 1/2 2^{de} sér. Roths. —
5 1/2 3^{de} série 1854... 94 1/2
5 1/2 4^{de} série 1855... 94 1/2
4 1/2 1^{re} série 1840... 94 1/2
4 1/2 2^{de} sér. — 94 1/2
4 1/2 3^{de} série — 94 1/2
4 1/2 4^{de} série — 94 1/2
4 1/2 5^{de} série — 94 1/2
4 1/2 6^{de} série — 94 1/2
4 1/2 7^{de} série — 94 1/2
4 1/2 8^{de} série — 94 1/2
4 1/2 9^{de} série — 94 1/2
4 1/2 10^{de} série — 94 1/2
4 1/2 11^{de} série — 94 1/2
4 1/2 12^{de} série — 94 1/2
4 1/2 13^{de} série — 94 1/2
4 1/2 14^{de} série — 94 1/2
4 1/2 15^{de} série — 94 1/2
4 1/2 16^{de} série — 94 1/2
4 1/2 17^{de} série — 94 1/2
4 1/2 18^{de} série — 94 1/2
4 1/2 19^{de} série — 94 1/2
4 1/2 20^{de} série — 94 1/2
4 1/2 21^{de} série — 94 1/2
4 1/2 22^{de} série — 94 1/2
4 1/2 23^{de} série — 94 1/2
4 1/2 24^{de} série — 94 1/2
4 1/2 25^{de} série — 94 1/2
4 1/2 26^{de} série — 94 1/2
4 1/2 27^{de} série — 94 1/2
4 1/2 28^{de} série — 94 1/2
4 1/2 29^{de} série — 94 1/2
4 1/2 30^{de} série — 94 1/2
4 1/2 31^{de} série — 94 1/2
4 1/2 32^{de} série — 94 1/2
4 1/2 33^{de} série — 94 1/2
4 1/2 34^{de} série — 94 1/2
4 1/2 35^{de} série — 94 1/2
4 1/2 36^{de} série — 94 1/2
4 1/2 37^{de} série — 94 1/2
4 1/2 38^{de} série — 94 1/2
4 1/2 39^{de} série — 94 1/2
4 1/2 40^{de} série — 94 1/2
4 1/2 41^{de} série — 94 1/2
4 1/2 42^{de} série — 94 1/2
4 1/2 43^{de} série — 94 1/2
4 1/2 44^{de} série — 94 1/2
4 1/2 45^{de} série — 94 1/2
4 1/2 46^{de} série — 94 1/2
4 1/2 47^{de} série — 94 1/2
4 1/2 48^{de} série — 94 1/2
4 1/2 49^{de} série — 94 1/2
4 1/2 50^{de} série — 94 1/2
4 1/2 51^{de} série — 94 1/2
4 1/2 52^{de} série — 94 1/2
4 1/2 53^{de} série — 94 1/2
4 1/2 54^{de} série — 94 1/2
4 1/2 55^{de} série — 94 1/2
4 1/2 56^{de} série — 94 1/2
4 1/2 57^{de} série — 94 1/2
4 1/2 58^{de} série — 94 1/2
4 1/2 59^{de} série — 94 1/2
4 1/2 60^{de} série — 94 1/2
4 1/2 61^{de} série — 94 1/2
4 1/2 62^{de} série — 94 1/2
4 1/2 63^{de} série — 94 1/2
4 1/2 64^{de} série — 94 1/2
4 1/2 65^{de} série — 94 1/2
4 1/2 66^{de} série — 94 1/2
4 1/2 67^{de} série — 94 1/2
4 1/2 68^{de} série — 94 1/2
4 1/2 69^{de} série — 94 1/2
4 1/2 70^{de} série — 94 1/2
4 1/2 71^{de} série — 94 1/2
4 1/2 72^{de} série — 94 1/2
4 1/2 73^{de} série — 94 1/2
4 1/2 74^{de} série — 94 1/2
4 1/2 75^{de} série — 94 1/2
4 1/2 76^{de} série — 94 1/2
4 1/2 77^{de} série — 94 1/2
4 1/2 78^{de} série — 94 1/2
4 1/2 79^{de} série — 94 1/2
4 1/2 80^{de} série — 94 1/2
4 1/2 81^{de} série — 94 1/2
4 1/2 82^{de} série — 94 1/2
4 1/2 83^{de} série — 94 1/2
4 1/2 84^{de} série — 94 1/2
4 1/2 85^{de} série — 94 1/2
4 1/2 86^{de} série — 94 1/2
4 1/2 87^{de} série — 94 1/2
4 1/2 88^{de} série — 94 1/2
4 1/2 89^{de} série — 94 1/2
4 1/2 90^{de} série — 94 1/2
4 1/2 91^{de} série — 94 1/2
4 1/2 92^{de} série — 94 1/2
4 1/2 93^{de} série — 94 1/2
4 1/2 94^{de} série — 94 1/2
4 1/2 95^{de} série — 94 1/2
4 1/2 96^{de} série — 94 1/2
4 1/2 97^{de} série — 94 1/2
4 1/2 98^{de} série — 94 1/2
4 1/2 99^{de} série — 94 1/2
4 1/2 100^{de} série — 94 1/2
4 1/2 101^{de} série — 94 1/2
4 1/2 102^{de} série — 94 1/2
4 1/2 103^{de} série — 94 1/2
4 1/2 104^{de} série — 94 1/2
4 1/2 105^{de} série — 94 1/2
4 1/2 106^{de} série — 94 1/2
4 1/2 107^{de} série — 94 1/2
4 1/2 108^{de} série — 94 1/2
4 1/2 109^{de} série — 94 1/2
4 1/2 110^{de} série — 94 1/2
4 1/2 111^{de} série — 94 1/2
4 1/2 112^{de} série — 94 1/2
4 1/2 113^{de} série — 94 1/2
4 1/2 114^{de} série — 94 1/2
4 1/2 115^{de} série — 94 1/2
4 1/2 116^{de} série — 94 1/2
4 1/2 117^{de} série — 94 1/2
4 1/2 118^{de} série — 94 1/2
4 1/2 119^{de} série — 94 1/2
4 1/2 120^{de} série — 94 1/2
4 1/2 121^{de} série — 94 1/2
4 1/2 122^{de} série — 94 1/2
4 1/2 123^{de} série — 94 1/2
4 1/2 124^{de} série — 94 1/2
4 1/2 125^{de} série — 94 1/2
4 1/2 126^{de} série — 94 1/2
4 1/2 127^{de} série — 94 1/2
4 1/2 128^{de} série — 94 1/2
4 1/2 129^{de} série — 94 1/2
4 1/2 130^{de} série — 94 1/2
4 1/2 131^{de} série — 94 1/2
4 1/2 132^{de} série — 94 1/2
4 1/2 133^{de} série — 94 1/2
4 1/2 134^{de} série — 94 1/2
4 1/2 135^{de} série — 94 1/2
4 1/2 136^{de} série — 94 1/2
4 1/2 137^{de} série — 94 1/2
4 1/2 138^{de} série — 94 1/2
4 1/2 139^{de} série — 94 1/2
4 1/2 140^{de} série — 94 1/2
4 1/2 141^{de} série — 94 1/2
4 1/2 142^{de} série — 94 1/2
4 1/2 143^{de} série — 94 1/2
4 1/2 144^{de} série — 94 1/2
4 1/2 145^{de} série — 94 1/2
4 1/2 146^{de} série — 94 1/2
4 1/2 147^{de} série — 94 1/2
4 1/2 148^{de} série — 94 1/2
4 1/2 149^{de} série — 94 1/2
4 1/2 150^{de} série — 94 1/2
4 1/2 151^{de} série — 94 1/2
4 1/2 152^{de} série — 94 1/2
4 1/2 153^{de} série — 94 1/2
4 1/2 154^{de} série — 94 1/2
4 1/2 155^{de} série — 94 1/2
4 1/2 156^{de} série — 94 1/2
4 1/2 157^{de} série — 94 1/2
4 1/2 158^{de} série — 94 1/2
4 1/2 159^{de} série — 94 1/2
4 1/2 160^{de} série — 94 1/2
4 1/2 161^{de} série — 94 1/2
4 1/2 162^{de} série — 94 1/2
4 1/2 163^{de} série — 94 1/2
4 1/2 164^{de} série — 94 1/2
4 1/2 165^{de} série — 94 1/2
4 1/2 166^{de} série — 94 1/2
4 1/2 167^{de} série — 94 1/2
4 1/2 168^{de} série — 94 1/2
4 1/2 169^{de} série — 94 1/2
4 1/2 170^{de} série — 94 1/2
4 1/2 171^{de} série — 94 1/2
4 1/2 172^{de} série — 94 1/2
4 1/2 173^{de} série — 94 1/2
4 1/2 174^{de} série — 94 1/2
4 1/2 175^{de} série — 94 1/2
4 1/2 176^{de} série — 94 1/2
4 1/2 177^{de} série — 94 1/2
4 1/2 178^{de} série — 94 1/2
4 1/2 179^{de} série — 94 1/2
4 1/2 180^{de} série — 94 1/2
4 1/2 181^{de} série — 94 1/2
4 1/2 182^{de} série — 94 1/2
4 1/2 183^{de} série — 94 1/2
4 1/2 184^{de} série — 94 1/2
4 1/2 185^{de} série — 94 1/2
4 1/2 186^{de} série — 94 1/2
4 1/2 187^{de} série — 94 1/2
4 1/2 188^{de} série — 94 1/2
4 1/2 189^{de} série — 94 1/2
4 1/2 190^{de} série — 94 1/2
4 1/2 191^{de} série — 94 1/2
4 1/2 192^{de} série — 94 1/2
4 1/2 193^{de} série — 94 1/2
4 1/2 194^{de} série — 94 1/2
4 1/2 195^{de}